



PN
UD

*Au service
des peuples
et des nations*

Programme des Nations Unies pour le développement

RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ

L'HUMANITÉ DIVISÉE :

COMBATTRE LES INÉGALITÉS DANS LES
PAYS EN DÉVELOPPEMENT





PRÉSENTATION

L'existence d'inégalités dans la société n'est pas un phénomène nouveau. Il peut pourtant être fatal. Comme le montre le présent rapport, si rien n'est fait, les inégalités peuvent ébranler les fondations mêmes du développement et de la paix sociale et nationale.

Au cours des dernières décennies, le monde a connu des progrès moyens impressionnants par rapport aux multiples indicateurs de prospérité matérielle. Par exemple, le produit intérieur brut (PIB) par habitant dans les pays à revenu faible et intermédiaire a plus que doublé en valeur réelle depuis 1990. Au cours de la même période, l'espérance de vie dans les pays en développement est passée de 63,2 ans à 68,6 ans. Toutefois, ces indicateurs ne reflètent qu'une partie de la situation. Bien que le monde soit dans l'ensemble plus riche qu'il ne l'a jamais été, plus de 1,2 milliard de personnes vivent toujours dans l'extrême pauvreté. Les 1 pour cent les plus riches de la population mondiale possèdent environ 40 pour cent des richesses mondiales, alors que la moitié la plus pauvre n'en possède pas plus de 1 pour cent. Malgré des diminutions générales de la mortalité maternelle, les femmes des régions rurales courent encore jusqu'à trois fois plus de risques de mourir en couches que les femmes vivant en zone urbaine. La protection sociale a été étendue, cependant les personnes en situation d'handicap ont jusqu'à cinq fois plus de risques que la moyenne de devoir engager des dépenses de santé extrêmement élevées. La population active est d'avantage composée de femmes, mais elles continuent à être largement surreprésentées dans les emplois précaires. L'humanité demeure profondément divisée.

Par ailleurs, les tendances récentes ne sont pas très encourageantes. Au cours des vingt dernières années, les inégalités de revenus entre les pays et au sein des pays ont, en moyenne, augmenté. De ce fait, une grande majorité de la population mondiale vit dans des sociétés qui sont plus inégalitaires aujourd'hui qu'il y a vingt ans. Dans certaines parties du monde, les écarts de revenus se sont creusés de façon considérable (et avec eux, le fossé entre la qualité de vie des riches et celle des pauvres), malgré l'immense richesse créée par des performances de croissance impressionnantes. En effet, les hausses d'inégalités de revenus les plus prononcées se sont produites dans les pays en développement qui ont particulièrement bien réussi à assurer une croissance vigoureuse et, de ce fait, à atteindre des catégories de revenus supérieures. Dans ces pays, le progrès économique n'a pas atténué les disparités, mais les a plutôt aggravées.

Le monde est plus inégalitaire aujourd'hui qu'il ne l'a jamais été depuis la Seconde Guerre mondiale. Il est toutefois évident que cette situation ne pourra se poursuivre bien longtemps. Depuis des années, les inégalités compromettent la croissance économique et la réduction de la pauvreté. Elles freinent la progression de l'éducation, de la santé et de la nutrition pour une grande partie de la population, ce qui affaiblit les potentialités humaines qui sont justement nécessaires à une bonne qualité de vie. Elles limitent les perspectives et l'accès aux ressources économiques, sociales et politiques. Par ailleurs, les inégalités entraînent des conflits et déstabilisent la société. Si les revenus et les perspectives n'augmentent que pour quelques personnes, et si les inégalités persistent dans le temps, dans l'espace et entre les générations, alors les personnes marginalisées, qui restent invariablement exclues des effets positifs du développement, vont un jour finir par contester ce soi-disant « progrès » qui les a laissées de côté. L'existence de privations de plus en plus importantes dans un monde d'abondance et de différences extrêmes entre les ménages risque tôt ou tard de détruire le ciment qui maintient la cohésion de la société. Cela est d'autant plus problématique si l'on tient compte du fait que ce sont souvent les personnes marginalisées qui payent le plus lourd tribut



des troubles sociaux. Mais, sans doute plus grave encore, ces inégalités extrêmes contredisent les principes de justice sociale les plus fondamentaux, à commencer par l'idée inscrite dans la Déclaration universelle des droits de l'homme que « tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits ».

Les facteurs des inégalités sont complexes et ont un caractère pluridimensionnel ; ils exigent donc des mesures complexes et pluridimensionnelles. En effet, seule une approche vraiment globale peut influencer en profondeur sur les diverses causes des inégalités et créer les conditions propices à une société réellement inclusive.

Il y a cependant quelques bonnes nouvelles. Ces fortes inégalités n'ont rien d'inévitable. Les écarts qui se creusent en matière de revenus, de richesse ou d'autres aspects du bien-être ne sont pas une contrepartie obligatoire du développement. En réalité, de nombreux pays ont réussi au cours des dernières années à réduire nettement les inégalités (de revenus, mais pas seulement) grâce à un ensemble de politiques économiques et sociales progressistes, qui s'est souvent accompagné d'une augmentation de la participation et de l'autonomisation des laissés-pour-compte du développement. Nous pouvons apprendre beaucoup de ces expériences, et il est possible de les appliquer à d'autres situations où les inégalités restent problématiques.

Les facteurs provoquant des inégalités excessives sont bien connus. Certains aspects de la mondialisation ont fortement contribué à la tendance à la hausse observée au cours des dernières décennies, notamment les processus insuffisamment réglementés d'intégration financière et de libéralisation des échanges commerciaux, dont les retombées positives ont été réparties de façon très inéquitable dans les pays et entre les pays. Mais les choix de politiques intérieures ont également joué un rôle important, notamment les interventions qui ont affaibli les institutions du marché de l'emploi ou qui ont provoqué une réduction des investissements publics dans des secteurs essentiels comme la santé, l'éducation et la protection sociale. Ces processus ont souvent été aggravés par divers obstacles économiques, sociaux et culturels à la participation politique de diverses couches de la population. En outre, les attitudes et les politiques discriminatoires qui marginalisent certaines personnes en fonction de leur sexe ou de notions culturelles telles que l'appartenance ethnique ou religieuse entraînent de nombreuses inégalités entre les groupes.

Les facteurs des inégalités sont complexes et revêtent un caractère pluridimensionnel ; ils exigent donc des mesures complexes et elles-mêmes pluridimensionnelles. De fait, seule une approche vraiment globale peut influencer en profondeur sur les diverses causes des inégalités et créer les conditions propices à une société réellement inclusive. Une telle approche doit orienter la croissance de façon à ce que les effets du marché n'excluent pas davantage les ménages, mais qu'ils apportent une prospérité partagée. Mais elle doit également agir sur la politique sociale et budgétaire de manière à permettre aux pouvoirs publics d'intervenir pour rééquilibrer les effets du marché par le biais d'une redistribution, le cas échéant, et de garantir un accès universel aux services essentiels. Elle doit renforcer les institutions démocratiques afin d'en faire des mécanismes permettant une large participation à la vie politique et publique. Enfin, elle doit mettre fin aux pratiques discriminatoires afin que plus personne ne soit exclu en raison de ce qu'il ou elle est.

Aujourd'hui, le monde se trouve à un tournant décisif. Les crises économiques et financières de ces dernières années ont poussé la communauté internationale à remettre en cause des opinions de longue date concernant les priorités économiques, et la cohésion sociale est beaucoup plus reconnue comme facteur essentiel de résilience et de durabilité. En parallèle, à seulement deux ans de l'échéance fixée pour



la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, le débat sur l'avenir du développement et de la coopération internationale a commencé. Dans ce contexte, les inégalités sont devenues un sujet de préoccupation majeur, et pas uniquement chez les spécialistes du développement. Cette vive inquiétude au sujet des inégalités a également été exprimée par les citoyens qui ont pris part aux consultations sur le programme de développement pour l'après-2015. Elle a aussi été confirmée par les décideurs qui ont fait part de leur avis sur les inégalités pour les besoins du présent rapport. De plus, un grand nombre de mouvements de la société civile ont exprimé cette inquiétude de façon claire et énergique.

Aujourd'hui, des millions de personnes demandent aux décideurs du monde entier de combattre le problème grandissant des inégalités. Il faut absolument répondre à cette demande si l'on veut atteindre les idéaux d'une société prospère, durable et pacifique.

Principaux messages du rapport

- **Les fortes inégalités fragilisent le développement en entravant le progrès économique, en affaiblissant la vie démocratique et en menaçant la cohésion sociale.** Des inégalités fortes et en hausse ne sont pas seulement intrinsèquement injustes : elles entravent également la généralisation du bien-être des personnes. C'est d'autant plus vrai si l'on adopte une définition pluridimensionnelle du bien-être, qui dépasse les aspects matériels de la vie pour englober le bien-être relationnel et subjectif. L'expérience montre qu'au-delà d'un certain seuil, les inégalités nuisent à la croissance et à la réduction de la pauvreté, à la qualité des relations dans les domaines publics et politiques, ainsi qu'à l'épanouissement et à l'estime de soi.
- **Au cours des vingt dernières années, les inégalités de revenus ont nettement augmenté dans de nombreux pays.** En moyenne (et en tenant compte de la taille de la population), les inégalités de revenus ont augmenté de 11 pour cent dans les pays en développement entre 1990 et 2010. Une importante majorité des ménages dans les pays en développement (soit plus de 75 pour cent de la population) vit aujourd'hui dans des sociétés où les revenus sont répartis moins équitablement qu'ils ne l'étaient dans les années 1990.
- **Le creusement des inégalités de revenus au cours des vingt dernières années a été en grande partie provoqué par la mondialisation au sens large, mais les choix de politique intérieure ont eux aussi joué un rôle important.** L'expérience montre que le creusement des inégalités au cours des vingt dernières années est principalement dû à la mondialisation des échanges commerciaux et financiers, qui a affaibli le pouvoir de négociation de salariés relativement peu mobiles vis-à-vis de capitaux totalement mobiles. La mondialisation des échanges commerciaux et financiers s'est également accompagnée d'évolutions technologiques favorisant la main-d'œuvre qualifiée, qui ont encore accentué les inégalités de salaires en augmentant les avantages salariaux. Par ailleurs, les choix de politique intérieure ont aggravé les effets négatifs de la mondialisation sur la répartition des revenus. Les politiques monétaires qui ont mis l'accent sur la stabilité des prix plutôt que sur la croissance, les politiques relatives au marché de l'emploi qui ont affaibli le pouvoir de négociation des salariés vis-à-vis des employeurs, et les politiques budgétaires qui ont privilégié un assainissement budgétaire au détriment des dépenses sociales et d'une fiscalité progressive : toutes ces politiques ont provoqué une augmentation des inégalités de revenus.



- **Le creusement des inégalités de revenus n'a rien d'inévitable : plusieurs pays ont réussi à juguler ou à réduire les inégalités de revenus tout en réalisant des performances de croissance élevées.** L'idée que les inégalités sont sans importance dans les pays en développement est fondée sur l'hypothèse de Kuznets, selon laquelle les inégalités importantes et croissantes sont inévitables au cours des premières phases du développement économique. Cependant, cette théorie ne repose sur aucune donnée empirique. Certes, de nombreux pays ont été confrontés à un important creusement des inégalités de revenus au cours des vingt dernières années, mais d'autres pays ont, au contraire, connu un recul des inégalités. Les performances moyennes de ces pays en matière de croissance n'en étaient pas moins bonnes, et la plupart étaient des pays à revenu faible. Par ailleurs, l'expérience de nombreux pays (dont beaucoup en Amérique latine) montre qu'il est possible de réduire les inégalités de revenus au moyen d'interventions politiques tout en maintenant un niveau élevé d'intégration dans l'économie mondiale.
- **Malgré certains signes d'harmonisation, les disparités au sein des pays en matière d'éducation, de santé et de nutrition restent très importantes.** Concernant les aspects du bien-être matériel non liés au revenu, il existe encore dans la plupart des pays d'importantes inégalités entre les différents quintiles de richesse et en fonction du sexe et de la situation géographique. Bien que les couches les plus défavorisées de la population aient en général connu une évolution plus rapide par rapport aux principaux indicateurs de bien-être matériel tels que la mortalité juvénile et la scolarisation primaire, les écarts demeurent inacceptables. Il y a parfois eu des retournements de situation, comme dans le cas de la malnutrition des femmes, qui a diminué dans les zones urbaines et augmenté dans les régions rurales de l'Afrique subsaharienne.
- **Les inégalités de revenus demeurent les principales causes d'inégalités relatives à d'autres aspects du bien-être matériel, mais d'autres éléments ont également leur importance, notamment la qualité de la gouvernance, les dépenses sociales et les normes sociales.** Des niveaux de revenu national plus élevés et une croissance économique plus rapide ne se traduisent pas forcément par une diminution des inégalités en matière d'éducation, de santé et de nutrition. Toutefois, la répartition des revenus entre les ménages est primordiale pour plusieurs aspects du bien-être matériel. L'expérience montre en effet que des inégalités de revenus plus prononcées entre les ménages vont systématiquement de pair avec des inégalités plus importantes concernant les retombées non liées au revenu. Il existe d'autres facteurs importants d'inégalités non liées au revenu : la gouvernance, les dépenses sociales et les normes sociales. Ce dernier facteur semble jouer un rôle particulièrement important dans les inégalités entre les sexes et entre les zones urbaines et rurales.
- **L'inégalité des résultats et l'inégalité des chances ne peuvent pas être considérées comme des problèmes distincts : elles sont en fait deux revers d'une même médaille.** L'égalité des chances ne peut pas coexister avec une profonde inégalité des résultats. En d'autres termes, plus les résultats sont inéquitables, plus les chances de mener une vie épanouie se réduisent pour ceux qui sont nés dans des foyers relativement défavorisés. De plus, la persistance de résultats inéquitables pour certains groupes peut enraciner des schémas sous-jacents de discrimination et de préjugés culturels. Autrement dit, les inégalités ne peuvent pas être combattues de manière efficace si l'on ne tient pas compte des liens inextricables qui existent entre l'inégalité des résultats et l'inégalité des chances.



- **Comme le montre l'exemple des disparités hommes-femmes, il ne suffit pas forcément de réduire les écarts concernant les principales aptitudes pour atténuer les disparités dans d'autres domaines du bien-être des personnes, notamment l'accès aux moyens de subsistance et à la représentation politique.** Les disparités hommes-femmes constituent un exemple très révélateur d'inégalités entre groupes, et leur analyse permet de mieux comprendre la complexité des dynamiques de discrimination. L'expérience montre qu'en dépit d'un net progrès en matière d'éducation et d'un certain progrès en matière de santé, les femmes restent à la traîne sur le plan de l'accès aux moyens de subsistance : d'une manière générale, elles restent surreprésentées dans les emplois précaires et leur revenu se maintient en-deçà de celui des hommes. Par ailleurs, elles demeurent totalement sous-représentées parmi les décideurs politiques. Un certain nombre de facteurs, notamment les normes sociales, empêchent les évolutions des aptitudes de s'accompagner d'évolutions équivalentes en matière de moyens de subsistance et de représentation politique.
- **Selon une idée largement répandue, le climat politique n'est pas très propice à la réduction des inégalités. L'expérience montre cependant qu'il est possible de créer un climat plus propice.** Comme le démontre une enquête mondiale menée en préparation du présent rapport, les décideurs du monde entier ont reconnu que les inégalités dans leur pays sont en général élevées et représentent une menace potentielle pour le développement économique et social à long terme. Ils ont également identifié toute une série de mesures comme étant tout à fait pertinentes, mais ont cependant estimé que la plupart de ces mesures étaient tout à fait irréalisables sur le plan politique. Malgré l'importance des inégalités en tant que priorité politique, le climat politique n'est pas considéré comme étant très propice à la réduction des inégalités. Certains pays sont toutefois parvenus à réduire nettement les inégalités, ce qui montre bien qu'il est possible de créer un climat plus propice. L'analyse des solutions proposées par les décideurs fait ressortir plusieurs domaines potentiels d'engagement : une révision des discours justifiant les inégalités, la coopération constructive du monde des affaires, et enfin, ce qui est peut-être le plus important, le renforcement des lieux favorisant l'engagement civique.
- **La redistribution demeure un aspect très important de la réduction des inégalités. Il faut toutefois s'orienter vers des schémas de croissance plus inclusifs afin de réduire les inégalités de manière durable.** Une redistribution efficace et juste peut jouer un rôle important dans l'égalisation des résultats et des chances. Les pays ne peuvent cependant pas se reposer uniquement sur le levier de la redistribution pour parvenir à réduire les inégalités, ou du moins, pas lorsque la répartition des revenus est extrêmement inéquitable et qu'elle empire de jour en jour. Quand les schémas de croissance sont source de fortes inégalités, le niveau de redistribution nécessaire pour compenser les effets inéquitables du marché risque d'être prohibitif sur les plans économique et politique. La modération des inégalités nécessite une transition vers un schéma de croissance plus inclusif, c'est-à-dire un schéma de croissance qui augmente les revenus des ménages pauvres et des ménages à faible revenu plus vite que la moyenne.
- **La réduction des inégalités nécessite de combattre les normes culturelles qui reproduisent les inégalités et de renforcer la représentation politique des groupes défavorisés.** Afin de remédier aux inégalités, il est nécessaire de s'attaquer aux préjugés, aux stéréotypes et aux autres normes culturelles qui alimentent la discrimination. Cette démarche est particulièrement indispensable dans les cas d'inégalités horizontales. Lutter contre l'exclusion sociale et garantir l'équité en matière d'accès aux chances nécessitera de renforcer encore la représentation, l'expression et la participation politique



des groupes qui sont pénalisés du fait de leurs revenus ou de leur identité. Cela leur donnera les moyens de façonner leur environnement et d'orienter les processus de décision importants pour leur bien-être.

Le présent rapport étudie les approches conceptuelles qui ont été adoptées dans l'analyse des inégalités et explique en quoi la question des inégalités est importante. Il examine également les tendances et les facteurs d'inégalités concernant les aspects du bien-être liés ou non au revenu, ainsi que les tendances et les facteurs de l'inégalité entre les sexes afin d'illustrer les inégalités entre groupes. Après avoir dévoilé les résultats d'une étude sur l'opinion des décideurs concernant les inégalités, il conclut par un cadre stratégique global visant à combattre les inégalités dans les pays en développement. Le rapport se compose de sept chapitres, qui sont résumés ci-dessous.

Chapitre 1 : Inégalités de quoi ? Inégalités entre qui ?

Dans le monde du développement, le discours sur les inégalités a longtemps porté sur deux questions principales. La première question consiste à déterminer quels aspects des inégalités jouent un rôle dans le bien-être des personnes. Il s'agit ensuite de savoir comment ces inégalités se répartissent entre les individus, les ménages et certains groupes spécifiques au sein d'une population.

Alors même que le bien-être des personnes est par définition pluridimensionnel (puisqu'il englobe des aspects matériels, relationnels et subjectifs), la théorie du développement s'est surtout intéressée aux inégalités touchant les aspects matériels du bien-être. Deux conceptions particulièrement influentes dans les milieux du développement se détachent : l'une qui s'intéresse avant tout à **l'inégalité des résultats** jouant un rôle dans le bien-être des personnes, notamment le niveau de revenu ou le niveau d'instruction, et l'autre qui s'intéresse surtout à **l'inégalité des chances** permettant d'obtenir des résultats plus équitables, plus particulièrement l'inégalité en matière d'accès à l'emploi ou à l'éducation.

On peut faire valoir que l'une des principales différences entre ces deux conceptions repose sur la relation de causalité entre les résultats et les chances. Par exemple, des revenus plus élevés vont-ils entraîner une amélioration des chances, ou bien des chances plus importantes vont-elles entraîner de meilleurs résultats sur le plan du bien-être des personnes ? Ce chapitre affirme qu'il s'agit d'un faux dilemme puisqu'en réalité, les résultats et les chances sont tout à fait interdépendants. L'égalité des résultats ne peut pas être obtenue sans égalité des chances, mais l'égalité des chances ne peut pas être obtenue lorsque les ménages partent de situations initiales très inéquitables.

Les inégalités de résultats, en particulier les inégalités de revenus, déterminent en grande partie les différences en matière de bien-être des personnes. Cette relation est mise en évidence par le lien étroit qui existe entre les inégalités de revenus et les inégalités en matière de santé, d'éducation et de nutrition. De plus, lorsque les privilégiés exercent un contrôle et une influence politiques suffisants, et lorsque ce type d'influence a des répercussions sur les perspectives d'emploi ou l'accès aux ressources, alors les inégalités de revenus sont préjudiciables à la vie économique, politique et sociale des personnes moins privilégiées et limitent leurs chances d'assurer leur bien-être.

Si des revenus plus élevés permettent aux individus de garantir leur bien-être et de réussir dans la vie, alors le revenu initial d'une personne a de l'importance. Les inégalités de revenus initiaux peuvent influencer de manière positive ou négative la probabilité et la vitesse avec laquelle une personne peut réussir dans la vie.



En d'autres termes, pour parvenir à une véritable égalité des chances, les inégalités de revenus doivent être modérées afin que les individus commencent leur vie à partir de situations initiales à peu près équivalentes.

L'inégalité des résultats semble toutefois persister de façon frappante pour certains individus et groupes défavorisés au sein d'une population (notamment les femmes et les minorités ethniques et raciales). Cela semble indiquer que les facteurs liés aux préjugés et à la discrimination continuent de renforcer et de reproduire sensiblement les inégalités. En effet, les chances de certains individus et groupes d'individus sont systématiquement moindres que celles de leurs compatriotes, uniquement du fait de leur naissance. Et ces variables prédéterminées relatives à leur origine sociale ont une grande influence sur la vie qu'ils mènent. Il n'est pas surprenant que l'inégalité des chances entraîne une inégalité des résultats.

Les cadres stratégiques de développement qui portent **soit** sur l'inégalité des résultats **soit** sur l'inégalité des chances sont donc insuffisants pour combattre les inégalités en matière de bien-être des personnes, étant donné l'interdépendance qui existe entre ces deux facteurs. Les politiques de développement doivent combattre ces **deux** types d'inégalités à la fois.

Chapitre 2 : En quoi les inégalités nationales importent-elles ?

Dans la période qui a suivi la Seconde Guerre mondiale, on a considéré pendant très longtemps qu'il était inévitable d'avoir affaire à des niveaux élevés et croissants d'inégalités dans les premières phases du développement économique. Des recherches empiriques plus récentes ont toutefois réfuté l'idée selon laquelle une montée des inégalités était le prix à payer par les pays en développement pour atteindre une croissance durable. Il a été démontré non seulement que les inégalités au sein des pays en développement diminuent à peu près aussi fréquemment qu'elles augmentent, mais également que les pays les plus pauvres peuvent aspirer à une croissance généralisée sans pour autant devoir craindre des répercussions négatives sur la rapidité et l'intensité de leur développement.

Ainsi, si un niveau élevé et croissant d'inégalités n'est pas une conséquence obligatoire du développement économique, il s'avère important de se demander en quoi les inégalités sont importantes, et pourquoi nous devons nous en soucier. Les arguments permettant de répondre à ces questions se fondent sur des raisons intrinsèques et instrumentales.

Des inégalités persistantes entre différentes couches d'une population peuvent enraciner les pratiques discriminatoires et les préjugés culturels qui alimentent l'exclusion sociale.

L'argument fondé sur des raisons intrinsèques implique l'équité ainsi que des exigences morales, et repose en grande partie sur les principes de dignité, de respect et de non-discrimination qui figurent dans l'approche fondée sur les droits de l'homme. Selon ce point de vue, l'égalité est un idéal ayant une signification morale indépendante, alors que l'inégalité est par définition négative, puisqu'elle suppose la domination et le fait d'imposer des épreuves à d'autres. Par ailleurs, cette approche considère que les êtres humains ont une responsabilité illimitée envers « Autrui », parce que leur identité individuelle ne peut se construire que par le biais de relations avec d'autres êtres humains.

À l'inverse de l'argument fondé sur des raisons intrinsèques, l'argument fondé sur des raisons instrumentales s'intéresse aux conséquences économiques, sociales et politiques d'un niveau élevé ou croissant d'inégalités. Bien que relativement nouveau, cet argument repose sur des données empiriques très solides. Nous savons



aujourd'hui que des niveaux élevés ou croissants d'inégalités de revenus peuvent nuire au taux de croissance et à la durée des périodes de croissance en diminuant la propension d'une grande partie de la population à investir, ce qui limite la possibilité pour la classe moyenne d'être un acteur du progrès économique et encourage la recherche de profit, entre autres. Par ailleurs, il est désormais établi que l'ampleur de la réduction de la pauvreté par rapport à un niveau donné de croissance dépend nettement des tendances et des niveaux des inégalités de revenus. En réalité, les prévisions quant à l'avenir de la pauvreté mondiale sont très sensibles aux hypothèses concernant les inégalités. L'un des cas de figure montre que la différence entre une estimation de la pauvreté basée sur les tendances actuelles en matière d'inégalités et un hypothétique retour aux « meilleures » conditions d'inégalités de l'histoire pour chaque pays pourrait se traduire par une augmentation du nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté (2 dollars par jour) de l'ordre d'un milliard d'ici 2030.

Un large consensus s'est récemment développé autour de l'idée qu'une notion véritablement adaptée du bien-être des personnes devait aller au-delà des aspects matériels de la vie et englober des aspects comme le bien-être relationnel des personnes (la possibilité d'agir de manière satisfaisante et de participer à des relations sociales épanouissantes) ainsi que le bien-être subjectif (l'estime de soi d'un individu et son degré de satisfaction quant à ses conditions de vie). Là aussi, les inégalités se sont avérées extrêmement importantes. Des inégalités persistantes entre différentes couches d'une population peuvent enraciner les pratiques discriminatoires et les préjugés culturels qui alimentent l'exclusion sociale. De plus, des niveaux élevés d'inégalités peuvent altérer la prise de décision politique en empêchant une participation démocratique généralisée. L'expérience montre en outre que des disparités prononcées en matière d'accès aux ressources et aux chances peuvent porter atteinte au bien-être subjectif.

Chapitre 3 : Inégalités de revenus

Dans de nombreux pays développés et en développement, la répartition des revenus entre les ménages est plus inéquitable aujourd'hui qu'elle ne l'était il y a vingt ans. Dans les pays en développement, trois ménages sur quatre vivent dans des sociétés où les revenus sont répartis moins équitablement aujourd'hui qu'au début des années 1990. Les moyennes nationales d'inégalités de revenus en fonction de la population montrent que ces inégalités ont augmenté de 9 pour cent dans les pays développés et de 11 pour cent dans les pays en développement.

L'optimisme est cependant au rendez-vous. Une analyse détaillée des tendances en matière d'inégalités de revenus nous en apprend beaucoup sur les dynamiques et les facteurs de leur hausse. Cette démarche est intéressante, notamment parce qu'elle nous fournit des indications sur la façon dont les politiques publiques visant à modérer les inégalités peuvent être conçues et mises en œuvre.

Nous apprenons tout d'abord que la montée des inégalités de revenus n'est pas uniforme dans toutes les régions du monde et varie avec le temps. En réalité, le nombre de pays qui ont connu une hausse des inégalités de revenus au cours de la période observée est plus ou moins équivalent à celui des pays ayant connu une diminution. Au niveau des grandes régions du monde, s'il est vrai que les inégalités de revenus ont dans l'ensemble augmenté dans certaines régions en développement (à savoir l'Asie-Pacifique ainsi que l'Europe et la Communauté des États indépendants, ou CEI), elles ont en revanche diminué dans d'autres (à savoir l'Afrique subsaharienne, l'Amérique latine et les Caraïbes).



Nous apprenons également que les tendances en matière d'inégalités de revenus peuvent s'inverser. Plusieurs pays sont passés d'une augmentation à une diminution. Certains pays ont réussi, au moyen de réformes politiques et après des décennies de hausse, à modérer les inégalités de revenus.

Néanmoins, l'analyse des tendances révèle également des informations préoccupantes concernant les schémas de croissance de nombreux pays en développement au cours des vingt dernières années. Les pays qui ont connu des performances de croissance plus rapides que la moyenne (principalement des pays qui ont atteint des catégories de revenus supérieures) ont subi une hausse des inégalités plus prononcée que les autres pays. Par exemple, les pays qui sont passés de la catégorie intermédiaire de rang inférieur à celle intermédiaire de rang supérieur ont connu en moyenne une hausse de 25 pour cent des inégalités de revenus. En revanche, les pays qui sont restés dans la catégorie intermédiaire de rang inférieur ont connu une diminution moyenne de 3 pour cent des inégalités de revenus. Le schéma de croissance dominant au cours des années 1990 et 2000 s'est avéré particulièrement néfaste pour la répartition des revenus entre les ménages dans les économies en développement.

Le schéma de croissance dominant au cours des années 1990 et 2000 a été particulièrement néfaste pour la répartition des revenus entre les ménages dans les économies en développement.

Quels sont alors les facteurs de ces tendances ?

La première série de facteurs, que l'on pourrait qualifier d'« exogènes », tend à échapper au contrôle des gouvernements nationaux et est principalement liée à des dynamiques plus larges de la mondialisation. L'intégration des pays en développement dans le commerce mondial et sur les marchés financiers a sans aucun doute bénéficié à la croissance économique, mais bien souvent, elle a favorisé des schémas de croissance qui ont fortement contribué à dégrader la répartition des revenus. L'un des principaux éléments déterminants de la répartition des revenus, à savoir la part des salaires et des rémunérations salariales dans le PIB total (autrement dit, la part de l'emploi dans le revenu) est en diminution depuis vingt ans en raison de la mondialisation des échanges commerciaux et financiers.

L'intégration financière mondiale a affaibli le pouvoir de négociation de salariés relativement peu mobiles vis-à-vis de capitaux très mobiles. Par ailleurs, une plus grande dépendance vis-à-vis de flux de capitaux instables rend les pays plus vulnérables aux chocs économiques et financiers et aux préjudices concomitants sur la croissance et l'emploi, qui touchent de façon disproportionnée les individus se trouvant en bas de l'échelle des revenus. La mondialisation des échanges commerciaux et financiers s'est également accompagnée d'évolutions technologiques favorisant la main-d'œuvre qualifiée, qui ont encore accentué les inégalités de salaires en augmentant les avantages salariaux.

La deuxième série de facteurs, que l'on pourrait qualifier d'« endogènes », se rapporte davantage aux politiques nationales. Les réformes politiques adoptées afin de promouvoir et de favoriser l'intégration économique mondiale ne sont pas parvenues à servir de garde-fou contre les effets négatifs potentiels, et désormais très réels, de la mondialisation sur la répartition des revenus. D'ailleurs, les politiques macroéconomiques ont souvent mis l'accent sur la stabilité des prix plutôt que sur la croissance et la création d'emplois. Les réformes relatives au marché de l'emploi ont affaibli le pouvoir de négociation des salariés vis-à-vis des employeurs. Les politiques budgétaires ont privilégié un assainissement budgétaire au détriment des dépenses sociales et d'une fiscalité progressive (en particulier dans des secteurs stratégiques comme l'éducation et la santé).



Bien souvent, ces facteurs d'inégalités de revenus ont renforcé des schémas préexistants d'inégalités de richesse, ce qui a encore contribué à transmettre d'une génération à l'autre des inégalités non seulement en matière de répartition des revenus, mais également en matière d'accès à des perspectives d'amélioration du bien-être futur.

Enfin, les politiques gouvernementales peuvent viser à faire baisser les inégalités. Les gouvernements peuvent contribuer à atténuer les disparités de revenus (et l'ont parfois fait) grâce à la fiscalité et aux dépenses publiques. En effet, si des pays (développés) à revenu élevé ont réussi à faire diminuer de façon notable les inégalités de revenus au moyen de politiques budgétaires, il doit bien être possible pour les gouvernements des pays en développement, et en particulier des pays à revenu intermédiaire, de faire en sorte que leurs politiques budgétaires contribuent davantage à réduire les inégalités. Les institutions et les politiques nationales peuvent donc contribuer de façon non négligeable à réduire les inégalités de revenus, indépendamment du niveau de revenu général du pays.

Chapitre 4 : Disparités en matière d'éducation, de santé et de nutrition

Il n'est pas surprenant qu'au cours des dix dernières années, les pays ayant des niveaux de revenus plus élevés aient réalisé de meilleures performances que les pays aux niveaux de revenus plus faibles, selon les indicateurs de résultats moyens dans les domaines de l'éducation, de la santé et de la nutrition. Le rythme de progression des pays à revenu élevé a toutefois été plutôt lent par rapport aux autres catégories de revenus. Les pays ayant accompli des performances de croissance élevées ont réalisé des améliorations dans certains domaines, par exemple l'achèvement des études primaires, les taux de scolarisation dans le secondaire, les taux de mortalité juvénile et de mortalité maternelle, mais pas dans tous. Manifestement, s'il est vrai que la croissance peut être importante pour améliorer les résultats moyens en matière de bien-être, une croissance plus rapide ne garantit pas ou ne se traduit pas forcément par des améliorations plus rapides dans les domaines de l'éducation, de la santé et de la nutrition.

On peut attribuer 87 pour cent de la variation du rapport entre les taux de mortalité juvénile des quintiles les plus riches et les plus pauvres à des variations des inégalités de richesse.

De plus, l'analyse des différences entre les pays dans ces trois domaines révèle que les niveaux de revenus n'ont pas forcément de répercussions directes importantes sur les résultats en matière d'éducation, de santé et de nutrition. Ils ont plutôt une influence indirecte grâce à d'autres canaux tels que la réduction de la pauvreté, la capacité de gouvernance et les dépenses publiques en faveur des services sociaux. Il est par ailleurs démontré que les pays qui ont obtenu des taux de croissance plus élevés avaient déjà des niveaux plus élevés au départ dans les domaines de l'éducation, de la santé et de la nutrition. Cela semble indiquer que des améliorations dans ces trois domaines pourraient favoriser une croissance future.

De grandes disparités existent à l'intérieur des pays en matière d'éducation, de santé et de nutrition entre les ménages ayant des niveaux de richesse différents. Par exemple, bien que les taux de mortalité juvénile pour les catégories de revenus les plus faibles aient diminué pour la plupart à un rythme plus rapide que ceux des catégories supérieures, les enfants dans le quintile le plus pauvre d'Asie de l'Est et d'Amérique latine à la fin des années 2000 ont encore à peu près trois fois plus de risques de mourir avant l'âge de cinq ans que les enfants nés dans le quintile le plus riche.



On observe des disparités similaires entre les ménages ruraux et urbains. Par exemple, les enfants vivant dans des zones urbaines ont jusqu'à 30 pour cent plus de chances d'achever l'école primaire que les enfants des zones rurales. En réalité, certains pays ont même connu des retournements de situation. Les taux de fécondité dans les zones rurales ont par exemple augmenté entre 2000 et 2010 en Afrique subsaharienne alors qu'ils ont diminué dans les zones urbaines. Les disparités entre les sexes dans les domaines de l'éducation, de la santé et de la nutrition restent importantes. Par exemple, dans l'ensemble des régions, non seulement les filles ont plus de risques que les garçons de mourir avant l'âge de cinq ans, mais les améliorations concernant les taux de mortalité juvénile des garçons ont été plus importantes que celles réalisées pour les filles.

L'analyse des facteurs expliquant les inégalités au sein d'un pays montre que les inégalités de revenus jouent à l'évidence un rôle déterminant dans les inégalités en matière d'éducation, de santé et de nutrition. On peut par exemple attribuer 87 pour cent de la variation du rapport entre les taux de mortalité juvénile des quintiles les plus riches et les plus pauvres à des variations des inégalités de richesse. Les inégalités n'expliquent toutefois pas complètement la persistance d'écart sur des aspects du bien-être non liés au revenu. De plus, la croissance économique seule n'apporte aucune garantie d'améliorations pour tous les ménages dans les domaines de l'éducation, de la santé et de la nutrition, en particulier pour les pauvres et les autres groupes marginalisés et défavorisés. Les normes sociales, la gouvernance et les dépenses publiques ont également leur importance.

Chapitre 5 : Inégalité entre les sexes

Les différences entre hommes et femmes sont l'un des principaux marqueurs de stratification sociale et économique et, de ce fait, d'exclusion. L'analyse des disparités entre les sexes peut donc nous en apprendre beaucoup sur les dynamiques plus larges des inégalités entre groupes. Afin de comprendre parfaitement l'évolution des disparités fondées sur le sexe, il est cependant indispensable d'adopter une conception pluridimensionnelle du bien-être qui englobe de nombreux domaines tels que les aptitudes, l'accès aux moyens de subsistance et la représentation politique.

Dans le domaine des aptitudes, l'analyse révèle que les écarts entre les sexes en matière d'éducation se réduisent sensiblement. L'inégalité entre les sexes concernant l'achèvement général des études, par exemple, a globalement diminué au cours des vingt dernières années, comme l'indique le rapport moyen de la durée totale d'études entre les femmes et les hommes, qui est passé de 82 pour cent en 1990 à 91 pour cent en 2010. Par ailleurs, il existe aujourd'hui une plus grande égalité concernant la scolarisation dans le secondaire qu'il y a vingt ans. En revanche, les résultats sont plus mitigés dans le domaine de la santé, comme le démontrent les différences persistantes en matière d'espérance de vie entre les pays et entre les régions. Alors que la moyenne mondiale du rapport entre l'espérance de vie des femmes et celle des hommes (ajustée afin de tenir compte des différences biologiques) était de 1,002 en 2010, 33 des pays pour lesquels ce rapport était inférieur à 95 pour cent en 1990 n'avaient toujours pas atteint ce palier en 2010.

L'inégalité entre les sexes se traduit également par un pouvoir de négociation inégal entre hommes et femmes au niveau du foyer. Cet aspect dépend lui-même de l'inégalité entre les sexes en matière de moyens de subsistance et de rémunérations, qui détermine les positions de repli et donc la possibilité pour les femmes de négocier l'octroi de ressources au sein de leur foyer. L'égalité des sexes en matière de revenu est donc essentielle pour obtenir des changements dans d'autres domaines. Cependant, en ce qui concerne l'inégalité entre les sexes en matière d'accès aux moyens de subsistance, la situation générale est incontestablement mitigée.



L'analyse du rapport entre le taux emploi/population des femmes et celui des hommes (qui est passé de 0,62 en 1990 à 0,70 en 2010) montre que la participation des femmes à la vie active a nettement augmenté au cours des vingt dernières années, bien qu'elle demeure nettement inférieure à celle des hommes dans la plupart des pays et qu'elle soit clairement à la traîne par rapport aux résultats obtenus dans le domaine de l'éducation. Dans un grand nombre de pays, l'emploi relatif des femmes s'est fait au détriment des hommes. Ainsi, si le rapport entre l'emploi des femmes et celui des hommes a augmenté dans 140 pays, le taux d'emploi des hommes a chuté dans 70 pour cent de ces pays. Cette tendance est préoccupante, car elle pourrait entraîner des conflits entre les hommes et les femmes et engendrer des réactions négatives en termes de relations au niveau du foyer. L'expérience montre également que malgré les diminutions des inégalités en matière d'éducation, les écarts de salaires entre hommes et femmes et la ségrégation professionnelle restent très persistants, comme en témoigne la proportion d'hommes et de femmes salariés dans le secteur industriel. Il semblerait donc que les femmes ont, dans une grande mesure, amélioré leur accès à l'emploi en remplaçant les hommes dans des emplois plus précaires et de moindre qualité.

Enfin, en ce qui concerne la représentation, la proportion de sièges parlementaires détenus par des femmes a augmenté, mais très modérément. Certains pays n'ont toujours pas de représentantes politiques féminines et, parmi les autres, rares sont ceux qui ont atteint la parité hommes-femmes. À l'échelle mondiale, le rapport est passé de 12,7 pour cent en 1997 à 26,2 pour cent en 2011. Les avancées les plus importantes ont toutefois été réalisées dans des pays qui étaient déjà plus proches de la parité hommes-femmes au début de la période concernée.

En conclusion, l'expérience montre que même si les écarts se sont sensiblement réduits dans des domaines stratégiques comme la santé et l'éducation, cela ne s'est pas traduit pour les femmes par des réductions des inégalités équivalentes dans d'autres domaines, tels que l'accès aux moyens de subsistance et la participation politique. Cela révèle l'existence d'autres obstacles, notamment les normes culturelles et le comportement discriminatoire qui existent dans les institutions économiques et sociales, et qui influent directement sur les opportunités qui s'offrent aux femmes.

Chapitre 6 : Perception des inégalités : les approches des décideurs nationaux

Les processus politiques déterminent en grande partie la viabilité réelle des solutions politiques. Ces processus sont de leur côté fortement influencés par les conceptions et les attitudes. Les sondages d'opinion publique à l'échelle mondiale permettent de mieux savoir ce que le grand public pense des inégalités. Mais qu'en pensent précisément ceux à qui incombe en premier lieu la définition des politiques ?

Selon les résultats d'un sondage d'opinion mondial commandé pour les besoins du présent rapport, la grande majorité des décideurs qualifierait les inégalités de revenus et de chances dans leur pays d'« élevées » (respectivement 79 pour cent et 59 pour cent de l'échantillon). De plus, la plupart des participants au sondage s'inquiètent des tendances et des niveaux actuels d'inégalités et les considèrent comme une menace pour le développement social et économique de leur pays à long terme.

D'une manière générale, les décideurs estiment qu'il faut prendre des mesures afin de réduire les inégalités concernant les revenus et les chances. L'inégalité des chances est toutefois considérée comme une priorité politique nettement plus importante. En outre, une nette majorité des personnes interrogées (65 pour cent de l'échantillon) pense que l'inégalité des chances peut être combattue de façon significative dans leur pays sans forcément prendre de mesures à l'égard des inégalités de revenus. Il s'agit d'un point essentiel, puisque les



faits montrent en réalité qu'il est indispensable de réduire les inégalités de revenus pour réduire les privations non liées au revenu et pour accroître les chances. Il semble absolument indispensable de poursuivre le dialogue politique sur l'interconnexion qui existe entre les résultats et les chances.

Les décideurs ont défini un large éventail de solutions politiques qu'ils estiment pouvoir apporter à la réduction des inégalités. Parmi les mesures que les personnes interrogées préconisaient le plus souvent, on peut citer les mesures visant à étendre les retombées positives de l'économie capitaliste de façon plus équitable, principalement en soutenant les petites entreprises, et les transferts sociaux ne créant pas de distorsion, tels que les transferts de fonds soumis à conditions. Les interventions visant à modifier les rapports de force sur le marché de l'emploi et à augmenter la progressivité de l'imposition sur le revenu ont également été jugées potentiellement utiles, mais ont reçu légèrement moins de soutien (bien que la mesure consistant à réduire l'évasion fiscale ait été jugée extrêmement pertinente).

Parmi les politiques visant à réduire l'inégalité des chances, la réduction du chômage a été considérée comme une priorité importante, ainsi que le développement des infrastructures (surtout dans les zones rurales) et un accès plus équitable aux services, en particulier à l'éducation. Les politiques de discrimination positive et celles visant à renforcer la représentation politique des groupes défavorisés ont suscité nettement moins d'adhésion, même si elles ont reçu un soutien assez important en termes absolus.

Bien qu'ils reconnaissent la nécessité de combattre les inégalités et la pertinence de plusieurs mesures politiques, les décideurs estiment souvent que le climat politique n'est pas très propice à des interventions en faveur de la réduction des inégalités. Cela ne signifie pas, cependant, qu'il n'est pas possible de créer un climat plus propice à la réduction des inégalités. L'analyse des solutions proposées par les décideurs fait apparaître plusieurs stratégies potentielles : promouvoir la réduction des inégalités en tant que question non partisane concernant l'ensemble des tendances politiques ; favoriser un rôle plus proactif des médias nationaux en traitant les inégalités comme une question politique importante ; et faire coopérer le monde des affaires de façon constructive en partant du principe que la réduction des inégalités excessives sert les intérêts de tous. En outre, les résultats du sondage indiquent l'importance de créer un climat propice à l'engagement civique afin de faire progresser la participation des organisations de la société civile à l'élaboration de politiques portant sur la réduction des inégalités.

Chapitre 7 : Un cadre stratégique visant à combattre les inégalités dans les pays en développement

Selon l'analyse présentée dans ce rapport, les inégalités des résultats et des chances sont interconnectées et ne peuvent pas être considérées comme des questions distinctes. Un cadre stratégique visant à combattre les inégalités de façon systématique et exhaustive doit s'attacher à modérer les inégalités de revenus, à combler les écarts en matière de santé, de nutrition et d'éducation, et à s'attaquer aux préjugés, aux stéréotypes et aux autres normes culturelles qui renforcent la discrimination.

Modérer les inégalités de revenus

Des disparités de revenus très importantes ne sont pas uniquement négatives pour la croissance économique et la réduction de la pauvreté : elles entravent aussi directement et considérablement la possibilité pour les individus et les ménages de prospérer. Il est donc alarmant de constater que dans de nombreux pays en développement, les inégalités de revenus n'ont cessé d'augmenter depuis 1995. De plus, les pays qui ont connu une croissance plus rapide et ont atteint des catégories de revenus supérieures ont constaté que les



inégalités augmentaient plus vite que dans les autres pays. Cela semble indiquer que le schéma de croissance actuel creuse les disparités de revenus et empêche une grande partie de la population de bénéficier de ses retombées positives.

Pour modérer les inégalités de revenus, il faut absolument que les pays passent à une croissance inclusive, c'est-à-dire à une croissance qui augmente les revenus des ménages à faible revenu plus rapidement que la moyenne. Il existe trois axes majeurs permettant de favoriser une croissance inclusive : a) modifier les schémas de croissance économique de façon à ce que les revenus des ménages à faible revenu augmentent plus que la moyenne ; b) mettre en place des mesures de redistribution qui contribueront à la croissance tout en réduisant les inégalités ; et c) améliorer les chances des ménages à faible revenu et des groupes défavorisés d'accéder à l'emploi et à des solutions génératrices de revenus.

- a) Étant donné que les salaires sont la principale source de revenus des pauvres, si l'on veut modifier le schéma de croissance afin que les retombées positives reviennent principalement aux ménages à faible revenu, il faut avant tout créer des emplois productifs. Les politiques d'emploi doivent s'attacher à créer des emplois de qualité qui puissent assurer aux salariés un revenu suffisant, la sécurité et la stabilité. Rendre la croissance plus inclusive suppose également de gérer la mondialisation des échanges commerciaux et financiers, puisque l'expérience montre que le commerce international et les flux de capitaux privés vont de pair avec une augmentation des inégalités.
- b) La politique budgétaire fournit des instruments extrêmement utiles permettant aux gouvernements d'engager une redistribution, notamment des programmes tels que la protection sociale et les subventions à la consommation. La protection sociale améliore le revenu des ménages les plus pauvres en leur assurant une sécurité de revenu minimal indispensable pour investir dans le capital humain et les activités génératrices de revenus. Les subventions à la consommation contribuent également à améliorer le revenu des plus pauvres en influençant directement le coût des biens ménagers essentiels, comme la nourriture ou le carburant. En outre, la politique budgétaire peut favoriser un programme de redistribution des richesses grâce à la mise en place d'une fiscalité progressive et de réformes fiscales permettant la mobilisation des ressources nationales indispensables pour que les gouvernements puissent assurer aux pauvres les services et revenus essentiels.
- c) Enfin, les politiques visant à éliminer les obstacles qui empêchent certains groupes et certaines populations défavorisées d'accéder à l'emploi et à des possibilités de revenus doivent faire partie d'une stratégie de croissance inclusive. Pour lutter contre les inégalités horizontales ou fondées sur les groupes, il faut en règle générale des réformes législatives ou administratives afin d'abroger les dispositions discriminatoires ou de combattre les pratiques discriminatoires. Les réformes législatives peuvent contribuer à uniformiser les règles du jeu pour l'ensemble de la population, par exemple, en accordant un accès égal à la propriété foncière, en reconnaissant les droits collectifs ou en codifiant les politiques de discrimination positive. De même, les politiques doivent tenir compte des autres obstacles qui empêchent la participation à des emplois productifs, notamment des compétences inadéquates, un manque d'information ou des contraintes de mobilité pour les individus et les groupes.

À la base d'une stratégie de croissance inclusive, il faut un système macroéconomique cohérent. Bien trop souvent, les politiques macroéconomiques se sont uniquement soucies de l'objectif de stabilité macroéconomique (à savoir, maintenir l'inflation et les déficits à un niveau bas). Mais il s'avère que la stabilité



macroéconomique a souvent été obtenue au prix d'une hausse des inégalités, voire parfois au prix de la croissance elle-même.

Comblent les écarts en matière d'éducation, de santé et de nutrition

Les inégalités de revenus sont un important facteur de disparités concernant des aspects du bien-être non liés au revenu tels que l'éducation, la santé et la nutrition, mais elles n'expliquent pas complètement la persistance de ces disparités. Il ne suffit donc pas de modérer les inégalités de revenus pour obtenir des améliorations sur le plan du bien-être, en particulier pour les ménages pauvres et les autres groupes marginalisés et défavorisés.

Il est cependant possible de combler les écarts en matière d'éducation, de santé et de nutrition, et des progrès ont été réalisés à cet égard dans plusieurs régions au cours des dix dernières années. Si l'on observe les exemples de pays qui ont réussi à enrayer les inégalités concernant ces aspects du bien-être, on constate qu'il est essentiel d'axer les dépenses publiques sur la mise à disposition de services sociaux pour tous, en privilégiant les secteurs et les groupes les plus pénalisés. Les améliorations dans la répartition des résultats en matière d'éducation, de santé et de nutrition nécessitent également des programmes et des modalités de services spécifiques, notamment des interventions en faveur de la petite enfance ou des systèmes de santé intégrés transversaux et fournissent des ensembles de services structurés, adaptés aux besoins spécifiques des groupes laissés pour compte. De plus, la mise en œuvre efficace de ces programmes nécessite des institutions compétentes disposant des effectifs appropriés pour fournir les services, des autorités locales dynamiques qui veillent à ce que ces services parviennent aux communautés les plus marginalisées, et la possibilité de coordonner l'ensemble des secteurs afin que les services aient une grande portée. Les institutions doivent également être réactives aux besoins et aux aspirations des laissés-pour-compte.

Lutter contre les préjugés, la discrimination et l'exclusion sociale

Enfin, les préjugés, la discrimination et l'exclusion sociale sont profondément enracinés dans les mécanismes sociaux, économiques et politiques d'une société. Ils accentuent les inégalités des chances et des résultats en empêchant les individus et les groupes socialement exclus de vivre selon leurs aspirations.

Pour s'attaquer aux préjugés et à l'exclusion sociale, il faut renforcer la participation politique et la prise en compte de l'opinion des différents groupes afin de leur donner les moyens de façonner leur environnement et d'orienter les processus de décision importants pour leur bien-être. Un environnement réglementaire et politique propice à la création et au fonctionnement efficace d'organisations de la société civile, et dans lequel celles-ci sont considérées comme des participants légitimes, peut favoriser cette prise en compte de l'opinion et cette participation.

Des interventions spécifiques sont également nécessaires pour combattre les normes qui favorisent la transmission des inégalités fondées sur les groupes d'une génération à l'autre. Puisque les groupes dominants jouissent d'un meilleur accès aux ressources, ils ont tout intérêt à maintenir les situations d'inégalités qui leur sont favorables. Pour ce faire, ils élaborent des idéologies qui justifient ces inégalités. Certaines initiatives permettent de contester ces idéologies et de susciter une adhésion à la réduction des inégalités : l'adoption de lois contre la discrimination, l'amélioration de l'accès à la justice pour les populations pauvres, marginalisées et défavorisées, et le dialogue avec les médias et les autres faiseurs d'opinion afin d'introduire dans les débats publics toute une série d'idées, d'aspirations et de modes de vie. De plus, pour créer un climat politique propice à la réduction des inégalités, il peut être nécessaire d'éveiller l'intérêt et de provoquer la



Présentation

coopération des élites et du monde des affaires en les persuadant que la réduction des inégalités serait dans l'intérêt de tous. Enfin, pour susciter un soutien et une mobilisation en faveur d'une réduction des inégalités, il faut que les décideurs élaborent et s'efforcent de mettre en œuvre une politique cohérente, fondée sur des données factuelles et axée sur des valeurs, avec des objectifs et des mesures précis qui contraindront les parties prenantes à agir.



*Au service
des peuples
et des nations*

Programme des Nations Unies pour le développement

Bureau des politiques de développement (BDP)

One United Nations Plaza

New York, NY 10017 Etats-Unis

Tel: +1 212 906 5081

Pour plus d'informations: www.undp.org

Copyright © PNUD, Novembre 2013.

Tous droits réservés.

Fabriqué aux Etats Unis.

Photo de couverture: M.C. Escher's "Relativity" © 2013 The M.C. Escher Company–Les Pays Bas. Tous droits réservés. www.mcescher.com